

«mondialisation», c'est-à-dire, une adaptation des résultats de l'élargissement aux besoins du commerce mondial. Une telle chose pourrait avoir lieu au cours de négociations ou avant la fin de la période de transition.

• (2.10 p.m.)

[Traduction]

A Bruxelles et à Londres, on semblait penser que les Canadiens exagéraient l'impact de l'élargissement de la CEE sur leur commerce, et minimisaient l'importance de la croissance provoquée par l'élargissement, surtout en ce qui concerne l'augmentation des importations.

J'ai reçu maintes fois l'assurance que la CEE (et à plus forte raison une CEE élargie) adopterait une politique responsable et tournée vers l'extérieur. J'ai dit que les Canadiens espéraient sincèrement que l'avenir allait confirmer ces prédictions.

Quelle sera l'attitude canadienne au cours des mois et des années à venir? Nous allons continuer à rechercher des points d'intérêt commun. Nous exhorterons les responsables de la CEE et les pays voulant y adhérer à tenir compte à la fois de leurs propres intérêts et de l'avenir du commerce mondial lorsqu'il s'agira d'évaluer le mérite des solutions envisagées.

Au fur et à mesure du déroulement des négociations, nous évaluerons la façon la plus efficace de faire valoir nos droits et obligations contractuels. Nous examinerons également les conséquences de l'élargissement de la CEE sur l'accès préférentiel des produits anglais sur le marché canadien.

Entre-temps, nous userons de notre influence au GATT pour intensifier les efforts de libéralisation des échanges et surtout pour préconiser la tenue d'une grande négociation multilatérale avant que les résultats de l'élargissement ne soient mis en vigueur. Nous insisterons auprès des États-Unis pour qu'ils assument, de concert avec la CEE et les autres pays industrialisés, le leadership indispensable à la réussite de ces efforts.

Une chose est certaine: le Canada ne peut abandonner aux autres la défense de ses intérêts. Notre pays est un important partenaire commercial de la Grande-Bretagne et un marché intéressant pour la CEE, et les autres pays candidats à l'adhésion; nous sommes donc loin d'être dépourvus de moyens.

Il restera l'un des objectifs clé de la politique canadienne d'intensifier les liens commerciaux nous unissant à l'ensemble de l'Europe. Comme je l'indique dans la déclaration que j'ai déposée, nous donnons déjà de plus en plus d'importance à cette région dans les programmes du ministère de l'Industrie et du Commerce.

Les secteurs public et privé du Canada devront travailler en étroite collaboration pour minimiser les répercussions négatives de l'élargissement de la CEE et pour tirer un maximum de profits de ses effets positifs. Je sais que nous pouvons compter sur les responsables de tous les secteurs industriels canadiens et je puis leur assurer que pour sa part, le gouvernement canadien assumera toutes les responsabilités qui lui incombent.

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, je suis ravi de voir que le gouvernement a, apparemment, enfin décidé de s'intéresser aux négociations qui se poursuivent, en ce moment, en vue de l'ex-

[L'hon. M. Pepin.]

pansion de la Communauté économique européenne. Les premiers signes d'intérêt à l'évolution qui s'opère dans un secteur commercial d'importance capitale pour le Canada ont été plutôt longs à se manifester. Et, contrairement à ce qui se passe, dit-on, dans le royaume des cieux, une conversion tardive ne garantit pas nécessairement le salut.

Depuis un certain temps déjà, je dis que le Canada devrait s'assurer sans tarder que ses intérêts ne seront pas méconnus, alors que la Grande-Bretagne et d'autres pays européens entreront vraisemblablement dans le Marché commun. Une fois que le Marché commun aura été ainsi élargi, il formera le bloc commercial le plus vaste du monde, ne l'oublions pas. J'ai aussi signalé que plus le Canada attendrait pour manifester son intérêt plus il lui serait difficile d'exercer une influence. Espérons qu'il n'est pas trop tard, mais selon la déclaration du ministre, il est clair qu'il n'a rien reçu d'autre que des assurances polies que les choses n'iront pas trop mal.

C'est une mauvaise nouvelle pour les exportateurs canadiens, et surtout pour nos agriculteurs qui vendaient pour des millions de dollars de produits chaque année à la Grande-Bretagne et qui devront maintenant envisager la concurrence sur le marché protégé du Marché commun.

Je me demande si nous ne récoltons pas ici ce que nous avons semé. Depuis un ou deux ans, le gouvernement a poursuivi une politique d'économies en matière de relations extérieures. Nous avons semblé nous désintéresser des affaires de la Grande-Bretagne et du Commonwealth. Nous nous sommes partiellement retirés de l'OTAN et nous ne nous sommes même pas souciés, pendant près d'un an—en réalité jusqu'à hier—de nommer un ambassadeur à Bruxelles, centre vital des décisions en ce qui concerne le Marché commun.

En conséquence, ce n'est pas vraiment surprenant, lorsqu'on se rend, comme je l'ai fait l'été dernier, à Londres et à Bruxelles, d'y constater un sentiment général que le Canada se désintéresse tout simplement des problèmes de l'Europe. Le ministre lui-même dit avoir remarqué, chez ses interlocuteurs, une tendance à sous-estimer les effets de ces événements pour le Canada. Il est étonnant, monsieur l'Orateur, que ce soit seulement à la fin de l'automne qu'un ministre canadien s'en aperçoive au nom du gouvernement du Canada.

Si tel est le cas, il est évident que l'Europe se désintéressera de nous. Pourquoi devrait-elle se préoccuper de nos intérêts en Europe, si nous ne nous en préoccupons pas nous-mêmes?

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Stanfield: On croit incontestablement dans les milieux officiels de la Grande-Bretagne et de l'Europe occidentale que le Canada ne tient plus à nouer des relations avec l'Europe. Nous nous sommes contentés de nous plaindre du Marché commun, qui serait censé nous avoir traité injustement à quelques reprises. Les membres du Marché commun rétorquent que nous avons fait exactement la même chose, sinon pire. J'ai lu un article dans la *Gazette* d'aujourd'hui intitulé: «Common Market Officials Laugh at Canada's Complaints». Voilà un indice de notre perte de popularité et d'influence depuis quelques années. C'est pourquoi j'accuse le gouvernement d'avoir été négligent. Je trouve étonnante aussi l'assertion du ministre, à la page 7 de sa déclaration, savoir que